



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service d'information
du Gouvernement**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL (ACIM) POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DE LA COMMUNICATION DE L'ÉTAT

Document commun à tous les lots

Accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2124-2, R2161-2 à 5, R2162-1 à 6 du code de la commande publique

Consultation n° **ACCESS_SIG_2025_02**

Sommaire

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L' ACHETEUR	4
ARTICLE 2. OBJET ET PRÉREQUIS DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2. Contexte de l'accord cadre.....	4
2.3. Prérequis.....	6
ARTICLE 3. PÉRIMÈTRE DES BÉNÉFICIAIRES L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 4. PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE- PRESTATIONS EXCLUES	7
ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT.....	8
ARTICLE 6. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE	8
6.1. Montants estimatifs	8
6.2. Montants maximums.....	9
ARTICLE 7. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	9
7.1. Cadre général.....	9
7.2. Reconduction de l'accord-cadre	9
ARTICLE 8. LIEU D'EXÉCUTION.....	10
ARTICLE 9. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	10
ARTICLE 10. MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	10
ARTICLE 11. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
11.1. Représentation des parties	11
11.2. Conditions d'exécution.....	11
11.3. Obligation du Titulaire	15
11.4. Responsabilité du Titulaire.....	16
11.5. Considérations sociales	17
11.6. Considérations environnementales.....	19
11.7. Traitement de données à caractère personnel	19
11.8. Confidentialité et secret des affaires.....	25
11.9. Clause de réexamen	26
11.10. Constatation de l'exécution des prestations	27
11.11. Garantie	28
11.12. Pénalités	28
ARTICLE 12. RÉGIME FINANCIER	31
12.1. Forme et contenu des prix	31
12.2. Variation des prix	32
12.3. Avance	32
12.4. Modalités financières	33

12.5.	Service fait présumé.....	35
12.6.	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	36
12.7.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	36
ARTICLE 13. DISPOSITIONS DIVERSES		37
13.1.	Échanges dématérialisés.....	37
13.2.	Analyse et contrôle de coûts du marché.....	37
13.3.	Sous-traitance	38
13.4.	Propriété intellectuelle	39
13.5.	Assurances.....	39
13.6.	Autres obligations administratives	40
13.7.	Résiliation	40
13.8.	Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	41
13.9.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	41
13.10.	Différends.....	44
13.11.	Litiges et contentieux.....	44
ARTICLE 14. DÉROGATIONS AU CCAG.....		45
ARTICLE 15. LISTE DES ANNEXES DU CCAP.....		45

Préambule

Le présent marché est un accord-cadre passé par le Service d'information du Gouvernement (SIG) en qualité d'Acheteur pour les besoins des entités bénéficiaires mentionnées à l'article 3 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP). L'Acheteur agit en son nom, mais également au nom et pour le compte desdites entités bénéficiaires, dans le cadre d'un mandat de délégation délivré par la direction des achats de l'État (DAE).

Dans ce cadre, les bons de commande sont émis, selon les prestations commandées, par chacun des bénéficiaires de l'accord-cadre en tant que donneur d'ordre.

Article 1. Identification de l'Acheteur

Le présent accord-cadre est porté par :

Services du Premier ministre
SERVICE D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT
20 avenue de Ségur
75007 Paris Cedex 07
sig-marches@pm.gouv.fr

Type de pouvoir adjudicateur : État

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le directeur du Service d'information du Gouvernement

Article 2. Objet et prérequis de l'accord-cadre

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de mise en accessibilité de contenus écrits en français en PDF accessible, en FALC ou en LSF via un avatar de traduction, au profit des personnes en situation de handicap.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation : 72000000-5 - « Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui »

2.2. Contexte de l'accord cadre

2.2.1. Coordination des politiques d'accessibilité

Placé sous l'autorité du Premier ministre, le **Service d'information du Gouvernement (SIG)** remplit cinq principales missions :

- Décrypter et analyser l'évolution de l'opinion publique et le traitement médiatique de l'action gouvernementale à travers des études et sondages d'opinion, de la veille et de l'analyse des médias on et off line et le suivi des réseaux sociaux ;

- Proposer et concevoir des stratégies de communication interministérielles grand public et suivre leur exécution en coordonnant les actions des directions ministérielles en charge de la communication ;
- Produire des contenus informationnels et didactiques sur l'action du Premier ministre et du Gouvernement, via notamment le site www.info.gouv.fr et les réseaux sociaux ;
- Maximiser la caisse de résonance de la parole publique en coordonnant et animant les réseaux des communicants de l'État, au niveau national et déconcentré ; en liant des partenariats avec les acteurs des sphères privées et associatives ;
- Assurer un rôle de conseil et d'orientation de la communication dans le cadre de la gestion de crise.

Pour ce faire, le SIG met en œuvre régulièrement des actions de communication diversifiées tant par leurs thèmes, leurs cibles que les moyens utilisés. Il s'agit entre autres, d'opérations de communication informant sur les différentes activités gouvernementales, les mesures valorisant certains métiers ou encore incitant aux changements d'image ou de comportement.

Dans l'ensemble de ses missions, le SIG veille à l'accessibilité aux personnes handicapées des principales actions et moyens de communication gouvernementale. L'accessibilité de la communication publique s'inscrit dans un cadre réglementaire défini par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Cette loi impose aux institutions publiques d'assurer un accès sans discrimination à l'information et aux services publics. D'autres textes de référence, tels que la directive européenne sur l'accessibilité du web (Directive 2016/2102), renforcent cette exigence, en particulier pour les supports numériques.

Depuis 2020, le SIG a engagé une démarche visant à renforcer l'accessibilité des supports de communication de l'État, en ligne avec les obligations légales et les ambitions d'une communication plus inclusive. Cette démarche repose sur plusieurs axes :

1. **La structuration d'un cadre de référence** avec la création de la charte d'accessibilité de la communication de l'État qui définit les standards à respecter par les ministères et services déconcentrés ainsi que les opérateurs de l'État afin d'assurer l'accessibilité des contenus produits.
2. **La mise à disposition d'outils et de dispositifs adaptés permettant de produire des contenus accessibles sous différentes formes** telles que des documents PDF accessibles, des contenus en Facile à Lire et à Comprendre (FALC), des traductions en Langue des Signes Française (LSF), des sous-titrages des vidéos et autres dispositifs complémentaires.
3. **L'innovation technologique, avec l'expérimentation de solutions** telles que l'avatar numérique ANAE (Avatar Numérique d'Accessibilité de l'État). Cet avatar a été conçu pour traduire automatiquement des contenus en LSF et a déjà été intégré sur plusieurs plateformes institutionnelles (info.gouv.fr, elections.gouv.fr, handicap.gouv.fr).

Le présent marché interministériel s'inscrit dans cette dynamique et vise à assurer la continuité et l'amplification des efforts déployés depuis plusieurs années pour garantir une communication publique accessible à tous.

2.2.2. Vers une stratégie interministérielle pour l'accessibilité de la communication

Les défis persistent pour rendre l'ensemble de la communication de l'État pleinement accessible malgré les avancées réalisées. L'hétérogénéité des pratiques entre ministères et la nécessité d'une montée en compétence des agents publics sur les enjeux et techniques d'accessibilité rendent indispensable une approche coordonnée et mutualisée.

Dans ce contexte, le présent marché interministériel a pour objectif d'assurer la production et la diffusion de supports accessibles, en mettant à disposition des ministères des prestations de mise en accessibilité PDF et FALC.

Il vise également à poursuivre le développement d'innovations en matière d'accessibilité, notamment à travers une nouvelle version de l'avatar ANAE (2.0), qui intégrera des améliorations en termes de réalisme et d'intégration sur les réseaux sociaux.

Enfin, il vise à garantir une accessibilité numérique souveraine et pérenne, en consolidant les avancées technologiques actuelles et en anticipant les futurs besoins en matière d'accessibilité, notamment pour la traduction automatique des vidéos et des prises de parole en direct.

2.3. Prérequis

Prérequis liés à l'accessibilité

Afin de garantir un accès équitable à l'information à l'ensemble des usagers du service public, y compris les personnes en situation de handicap, le Titulaire assure la conformité de l'ensemble des prestations aux standards d'accessibilité – ce qui constitue une exigence fondamentale du présent marché. De ce fait, **tous les supports remis doivent impérativement être accessibles**, quel que soit leur format (écrit, audiovisuel, numérique, etc.). Le Titulaire est responsable de la mise en conformité des contenus selon les normes et référentiels en vigueur cités ci-dessous.

Il doit se conformer aux **Web Content Accessibility Guidelines (WCAG)** définies par le **World Wide Web Consortium (W3C)**, afin de garantir l'accessibilité numérique des contenus produits, quel que soit le support utilisé.

Le Titulaire doit également maîtriser et appliquer les exigences du **Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA)**, ainsi que les principes de la **charte interministérielle d'accessibilité de la communication de l'État**. Il aura justifié d'une bonne compréhension de leurs implications et s'assurer de leur mise en œuvre effective sur l'ensemble des supports de communication, notamment écrits et audiovisuels tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Prérequis liés à la marque État

Dans une logique de cohérence avec l'identité institutionnelle, le Titulaire veille au respect des règles associées à la **marque État**, garantissant une uniformité visuelle et éditoriale dans la production des contenus accessibles. À cet effet, le pouvoir adjudicateur met à disposition du Titulaire les référentiels et éléments nécessaires pour assurer la conformité des livrables.

En outre, le Titulaire doit garantir la protection des données personnelles conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Toute prestation impliquant la collecte, le traitement ou la diffusion d'informations doit respecter les obligations légales en matière de confidentialité et de sécurisation des données.

Enfin, l'ensemble des prestations doit s'inscrire dans une démarche responsable, en veillant à réduire l'empreinte environnementale des supports produits et en privilégiant des solutions technologiques durables et accessibles à tous.

Article 3. Périmètre des bénéficiaires l'accord-cadre

Le présent marché est piloté par le Service d'information du Gouvernement (SIG) pour les besoins :

- De l'ensemble des ministères (pour leurs administrations centrales et leurs services à compétence nationale), y compris leurs autorités administratives indépendantes ;
- Des services du Premier ministre et des entités soutenues budgétairement par eux, dont le SIG¹ ;
- De la Présidence de la République,
- Des opérateurs publics listés ci-dessous :
 - o Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ;
 - o Agence nationale de l'habitat (ANAH) ;
 - o Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) ;
 - o Agence du service civique (ASC) ;
 - o Business France ;
 - o Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), uniquement pour le lot 1 ;
 - o Institut national du service public (INSP) ;
 - o Institut national du cancer (INCA) ;

Une convention de groupement permanente a été conclue entre la DAE et des établissements publics et autres organismes conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique. Certains bénéficiaires disposent de leurs propres supports contractuels et rejoindront l'accord-cadre interministériel à l'échéance de leur marché en cours.

Article 4. Périmètre des prestations de l'accord-cadre- prestations exclues

Sont incluses dans le périmètre de ce marché, les prestations ayant pour objet la réalisation des prestations de mise en accessibilité de documents de communication en français en PDF accessible, en FALC ou en LSF via un avatar de traduction, au profit des personnes en situation de handicap.

¹ À titre indicatif, les entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre (SPM) sont listées en annexe 5 du CCAP.

Les prestations de tournage/montage de vidéos, traduction en langue des signes, sous-titrage, audiodescription, vélotypie, production de contenus graphiques, audiovisuels et numériques, ne font pas partie du périmètre du présent marché. Elles peuvent être gérées directement par les entités, soit en interne, soit par ses partenaires institutionnels, ou encore peuvent relever de marchés déjà existants ou à venir.

Ce marché ne couvre que des prestations de mise en accessibilité de documents de communication déjà existants, fournis par le donneur d'ordre.

Il est à noter également que sont exclues du présent marché les prestations de simplification des documents administratifs génériques, des documents à dominante juridique et réglementaire à destination des usagers et des documents de communication administrative destinés à des personnes en situation de handicap. Ces prestations font l'objet d'un accord cadre interministériel porté par la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP). Ce marché permet la mise en œuvre d'une méthode de simplification de ces documents avec un travail en plusieurs phases (diagnostic, prototypage et évaluation) et l'analyse des différents processus d'apprentissage et de compréhension des individus pour faire avancer les techniques de communication à destination des usagers.

Article 5. Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante et les détails de chaque prestation sont définis dans les CCTP correspondants :

N°	Intitulés des lots
1	Accessibilité PDF
2	Accessibilité FALC
3	Accessibilité LSF via un avatar de traduction

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 6. Forme et étendue de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est mono-attributaire.

Chaque lot de l'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande et d'ordres de service.

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

6.1. Montants estimatifs

À titre indicatif, de façon non contractuelle et non engageante, l'accord-cadre est estimé pour l'ensemble des entités rattachées, à un montant total de 470 400 € HT par an, soit 1 881 600 € HT sur toute la durée (4 ans), réparti comme suit :

N°	Montant estimé par an en €HT	Montant estimé sur 4 ans en €HT
Lot 1 - PDF	240 000 €	960 000 €
Lot 2 - FALC	170 000 €	680 000 €
Lot 3 – LSF via un avatar de traduction	125000 €	500 000€

6.2. Montants maximums

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un montant maximum défini par lot, sur toute la durée comme suit :

N°	Montant minimum sur 4 ans en €HT	Montant maximum sur 4 ans en €HT
Lot 1 - PDF	Pas de montant minimum	2 880 000 €
Lot 2 - FALC	Pas de montant minimum	2 040 000 €
Lot 3 - LSF	Pas de montant minimum	1 500 000 €

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant n'est qu'un seuil à l'atteinte duquel l'accord-cadre prendra obligatoirement fin, que l'accord-cadre soit ou non arrivé à son échéance, conformément à la jurisprudence CJUE, 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S c/ Region Nordjylland og Region Syddanmark, Aff. C23-20.

Si un lot est concerné, il cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'Acheteur.

Article 7. Durée de l'accord-cadre

7.1. Cadre général

Chaque lot est conclu pour une période initiale de douze (12) mois. Les prestations s'e à compter de sa date de notification.

Le début des prestations commence le 01/12/2025, ou à compter de la date de notification de chaque lot, si elle est postérieure à cette date.

7.2. Reconduction de l'accord-cadre

Chaque lot est reconductible trois (3) fois par période d'un (1) an. Sa durée globale maximale est de quatre (4) ans. La reconduction se fait de manière tacite.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. L'Acheteur transmet sa décision au Titulaire par courriel avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant la fin de la validité de l'accord-cadre. La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité.

Article 8. Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées essentiellement en France. Le lieu précis d'exécution est indiqué dans chaque bon de commande.

À titre d'information, les réunions avec le Titulaire auront lieu principalement à Paris.

Article 9. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
 - o Annexe 1 : Bordereaux de prix unitaires (BPU) des lots 1, 2 & 3 ;
 - o Annexe 2 : Liste des contacts du Titulaire en charge du marché ;
 - o Annexe 3 : Clause sociale.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Glossaire ;
 - o Annexe 2 : Reporting des consommations ;
 - o Annexe 3 : RGPD ;
 - o Annexe 4 : Confidentialité et sécurité des données ;
 - o Annexe 5 : Interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie ;
 - o Annexe 6 : Liste des entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre (SPM) ;
 - o Annexe 7 : Questionnaire relative aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) des lots 1, 2 & 3 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants ;
- La charte d'accessibilité de la communication de l'État ;
- La charte graphique de l'État² ;
- L'offre technique du Titulaire pour chaque lot ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 10. Marchés de prestations similaires

L'Acheteur peut négocier, avec le Titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

² Certains bénéficiaires du marché peuvent ne pas être soumis à la charte d'accessibilité de l'État et à la charte graphique de l'État (établissements publics, autorité administrative indépendante, etc.).

Article 11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Représentation des parties

11.1.1. Représentation de l'Acheteur

L'interlocuteur désigné par l'Acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'Acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

11.1.2. Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un binôme habilité à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, dans l'offre du Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, l'Acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné, et à envoyer à l'Acheteur une version actualisée de l'Annexe 2 à l'AE « Contacts Titulaires » dans le mois suivant la modification.

11.2. Conditions d'exécution

11.2.1. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le Titulaire est tenu pendant la période de remplacement d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Acheteur. Tout refus sera motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai deux (2) semaines à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'Acheteur. Dans les dix (10) jours ³ suivants cette notification à l'Acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'Acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'Acheteur ne le récusé pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette proposition du Titulaire. Si, dans ce délai, l'Acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

³ Sauf mention contraire, les délais sont exprimés en jours calendaires.

À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois (3) récusations successives motivées par l'Acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

En tout état de cause, il appartient au Titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence et de qualité des prestations, conformément aux documents contractuels régissant le présent marché.

11.2.2. Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande ou de l'ordre de service.

11.2.3. Émission et exécution des bons de commande

Les prestations de tous les lots du présent accord-cadre sont déclenchées par bon de commande ou par ordre de service émis par le donneur d'ordre au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les bons de commande et ordres de service sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le Titulaire doit systématiquement envoyer par retour de courriel un accusé de réception de la commande.

Toute signature par le Titulaire des bons de commande ou des ordres de services, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande ou ordre de service est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro d'engagement juridique (EJ) nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- La référence de l'accord-cadre, N° court (référence interne) et long (référence marché) ;
- Le nom et les coordonnées du Titulaire, SIRET compris ;
- Le nom et l'adresse du service donneur d'ordre ;
- Le code du service exécutant (Code SE ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Le nom du projet / de la mission objet de la prestation à effectuer ;
- La désignation et la quantité⁴ des prestations commandées, y compris le code des UO commandées ;
- Le prix correspondant des UO hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total en euro HT et TTC du bon de commande ;
- Le taux et le montant des taxes dont la TVA ;
- La date d'établissement de la commande ;
- La date de livraison prévisionnelle ;
- Le délai d'exécution des prestations ;

⁴ Les quantités peuvent être commandées à partir de 0,1 quantité (une décimale après la virgule maximum).

- La date de début d'exécution du bon de commande ;
- La date de fin d'exécution du bon de commande ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La référence du devis ;
- L'adresse de facturation ;
- La référence au devis du Titulaire.

Chaque ordre de service reprend les mentions obligatoires des bons de commande y compris le numéro du bon de commande auquel il se rapporte.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG de référence, les notifier à l'Acheteur dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'annuler une commande à tout moment, jusqu'au début de la réalisation de la prestation concernée. Cette annulation n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du Titulaire, à l'exception toutefois des frais réellement exposés par lui, le cas échéant, pour la préparation de l'exécution de la commande considérée. Le Titulaire est indemnisé de ces frais sur la base d'un état présenté par lui, accompagné de l'ensemble des pièces justificatives appuyant sa demande.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'Acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'Acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'Acheteur les faits, dans les 5 jours ouvrés de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'Acheteur dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

11.2.4. Pilotage

Le pilotage de l'accord-cadre au niveau interministériel est assuré par le SIG, en tant pilote de l'accord-cadre.

La coordination de l'accord-cadre au niveau ministériel et des opérateurs est assurée par la direction de la communication de l'entité bénéficiaire du présent marché, en tant coordinateur de l'accord-cadre à son niveau.

La gestion de projet est assurée par le chef de projet du donneur d'ordre à son niveau.

Réunion de déploiement

Une réunion de lancement peut être organisée par l'Acheteur avec l'ensemble des parties prenantes après la notification du marché.

Tenue des comités de pilotage

Le service en charge de l'exécution de l'accord-cadre et le Titulaire s'engagent à se réunir à une fréquence au minimum annuelle. Un représentant du service en charge de l'exécution administrative de l'accord-cadre est également convié.

Des comités de pilotage sont créés à cet effet.

Ces comités de pilotage contractuels permettent :

- D'échanger sur l'exécution des prestations et les problématiques rencontrées au cours de l'année écoulée (Points positifs, points négatifs et propositions de correction ou d'amélioration) ;
- De fixer les prochains points d'étape ;
- De formaliser les décisions prises dans l'exécution des prestations.

En cas de problème en cours d'année, le Titulaire et l'Acheteur échangent autant que de besoin pour résoudre la situation.

À cet effet, des réunions peuvent être organisées à la demande du pouvoir adjudicateur tout au long de l'accord-cadre par exemple pour passer en revue les maquettes et projets réalisés ou en cours de réalisation.

Le Titulaire peut élaborer des versions de travail de ses livrables finaux qu'il échange avec le service en charge de l'exécution de la prestation, afin de recueillir des avis intermédiaires et permettre des réajustements de la trajectoire de la réflexion, si besoin.

Toute réunion de travail fait l'objet, dans un délai de trois (3) jours ouvrés, d'un compte-rendu élaboré par le Titulaire et adressé par courriel au service en charge de l'exécution et aux participants.

La production de ces comptes rendus comme la participation aux réunions de travail sont incluses dans les prix de l'accord-cadre. L'absence des comptes-rendus ou de participation aux réunions peut entraîner l'application de pénalités.

Suivi des consommations de l'accord-cadre

Le Titulaire assure la conduite des projets sous maîtrise d'ouvrage de l'administration et s'engage ainsi à mettre en place des outils de reporting / suivi de réalisation (notamment budgétaire).

Dans le cadre du suivi de chaque projet, le Titulaire effectue le reporting et le suivi technique de l'ensemble des actions entreprises.

Les frais de suivi de projet, de reporting, etc. sont réputés inclus dans les prix.

Le Titulaire transmet à l'Acheteur à une fréquence semestrielle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant ainsi que le nom des donneurs d'ordre et les UO commandées.

Afin de faciliter la consolidation des données, le fichier de reporting transmis par l'Acheteur (annexe 2 au CCAP) est limité en termes de modifications :

- Les données doivent ainsi être renseignées directement par le Titulaire sans apporter de modifications au fichier transmis ;
- Le fichier transmis ne peut être dupliqué ou mis en partage sur un drive.

Pour chaque semestre et au plus tard le 15 du mois suivant la fin du semestre (soit le 15 juillet au plus tard pour le S1, et le 15 janvier N+1 pour le S2 de l'année N), le Titulaire doit fournir tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du semestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Le tableau de reporting est à transmettre aux adresses suivantes : sig-marches@pm.gouv.fr.

En cas de retard dans la transmission des éléments ainsi qu'en cas de mauvais remplissage du tableau de reporting, le Titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 11.12.3 « Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre » du présent CCAP.

11.2.5. Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

11.3. Obligation du Titulaire

11.3.1. Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'Acheteur. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le Titulaire et l'Acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier de l'accord-cadre par l'organisation de comité de pilotage annuel. Ce comité de pilotage a pour objectif de détailler les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant de proposer des ajustements.

11.3.2. Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

11.3.3. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

11.3.4. Modification de l'équipe désignée par le Titulaire pour l'exécution du marché

La capacité du Titulaire à produire une prestation de qualité tenant pour une part importante à l'équipe désignée pour sa réalisation, le Titulaire est tenu d'informer l'administration de tout changement dans sa composition. Le Titulaire est tenu de présenter des profils disposant de compétences et d'expériences identiques à celles qu'il a inclus dans son offre.

11.3.5. Obligation d'utiliser la langue française

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Le Titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le Titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.4. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

11.5. Considérations sociales

11.5.1. Promotion de l'égalité professionnelle et de la diversité

Les bénéficiaires sont engagés dans une démarche de promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de diversité.

À ce titre, elles conduisent une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de leurs ressources humaines mais aussi dans le cadre de leurs relations avec leurs prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les services du Premier ministre (SPM) par exemple mettent actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le Titulaire du présent accord-cadre à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, l'Acheteur a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexe 7 au présent CCAP. Le questionnaire complété aura été remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution de l'accord-cadre au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le Titulaire de l'accord-cadre tous les ans à la date anniversaire de la notification.

11.5.2. Clause sociale applicables à l'ensemble des lots

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le SIG a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce contrat une clause sociale obligatoire. Cette clause prend la forme d'une clause sociale de formation sous statut scolaire.

Le présent accord-cadre prévoit, dans le respect du calendrier scolaire, la mise en place par le Titulaire d'un dispositif de formation sous statut scolaire d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Les bénéficiaires de ce dispositif sont des jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation : soit d'un niveau de qualification inférieur au baccalauréat général ou un diplôme à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

	Nombre d'heures d'insertion à réaliser par le Titulaire sur la durée d'exécution du marché
Lot 1	450 heures
Lot 2	450 heures
Lot 3	450 heures

Néanmoins, le Titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Les modalités d'exécution de cette action sont précisées dans l'offre du Titulaire et notamment le volet « Fiche entreprise (proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire) dans l'annexe « Clause sociale » de l'acte d'engagement.

Le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le Titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées.

Le jeune bénéficiaire est accompagné par :

- La MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique ;
- Un responsable des ressources humaines (RRH), désigné par le Titulaire, interlocuteur privilégié de l'Acheteur ;
- S'il est différent du responsable des ressources humaines, par un référent au sein de l'entreprise qui est en relation directe avec le tuteur pédagogique.

Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes bénéficiaires sont proposés par la MLDS. La présence du Titulaire (responsable des ressources humaines et/ou référent entreprise) est obligatoire.

À cette occasion, la « fiche entreprise » remise par le Titulaire peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La « fiche entreprise » est transmise à l'Acheteur par le Titulaire du marché pour validation par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

À l'issue du choix du jeune bénéficiaire, une convention de stage tripartite est conclue entre le Titulaire du marché, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le bénéficiaire du dispositif (ou son représentant légal). Le Titulaire du marché transmet à l'Acheteur un exemplaire de la convention de stage tripartite signée dans les 10 jours ouvrés par tous moyens permettant d'attester la date de réception

Suivi et évaluation de l'action de formation

Le suivi de la clause sociale est réalisé par l'Acheteur et la MLDS, qui s'assurent de sa mise en œuvre par le Titulaire.

Le Titulaire répond à toute demande de l'Acheteur ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Le Titulaire transmet :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- Le bilan final.

Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande de l'Acheteur par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Dans le cas où le Titulaire rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, il doit en informer l'Acheteur et la MLDS. Les moyens à mettre en œuvre sont étudiés pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés dans le présent marché.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le Titulaire. Le Titulaire transmet à l'Acheteur un exemplaire du bilan signé dans les 10 jours ouvrés par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

11.6. Considérations environnementales

Pour chaque prestation, la description des livrables que le Titulaire doit exécuter est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Sauf indication contraire, tous les livrables sont fournis au format électronique. S'ils devaient être remis au format papier, ce dernier doit être certifié PEFC – FSC ou recyclé.

11.7. Traitement de données à caractère personnel

L'annexe 3 au présent CCAP définit les droits et obligations des parties dans le cadre des traitements de données à caractère personnel résultant de l'exécution des prestations objets de l'accord cadre, en particulier en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel de la solution, lorsque le Titulaire agit en qualité de sous-traitant RGPD.

L'Acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le Titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) Titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'Acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

11.7.1. Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'Acheteur et le sous-traitant est le Titulaire du présent accord-cadre.

11.7.2. Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement et pour la durée du marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service prévu dans le marché.

Le responsable du traitement a l'obligation de joindre une annexe RGPD (annexes 4 au présent CCAP) complétant le présent cahier des clauses administratives particulières. Dans ce but, il transmet préalablement à la mise en œuvre de tout traitement l'annexe dûment complétée au représentant RGPD du Titulaire du marché.

Cette annexe mentionne les informations suivantes :

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;
- Les données à caractère personnel traitées ;
- Les catégories de personnes concernées.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable du traitement met à la disposition du Titulaire les informations liées aux traitements.

11.7.3. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

11.7.4. Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. **Traiter les données** uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. **Traiter les données** conformément aux instructions documentées de l'Acheteur dans l'annexe 4 du présent CCAP. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'Acheteur ;
3. **Si le Titulaire** est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

À défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'Acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'Acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. **Veiller** à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. **Prendre en compte**, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

11.7.5. Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le Titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'Acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'Acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe l'Acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

11.7.6. Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'Acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'Acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

11.7.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'Acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de la notification. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 3 jours au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'Acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 3 jours à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'Acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

11.7.8. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'Acheteur :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

11.7.9. Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.7.10. Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'Acheteur informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. L'Acheteur peut demander au Titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Acheteur ou au tiers désigné par l'Acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

11.7.11. Délégué à la protection des données

Dès la notification de l'accord-cadre, l'Acheteur communique au Titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

11.7.12. Registre des activités de traitement

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur comprenant :

1. Le nom et les coordonnées de l'Acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Acheteur ;
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.8. Confidentialité et secret des affaires

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'Acheteur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'Acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'Acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'Acheteur informe le Titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

11.9. Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, ces modifications sont exclusivement à l'initiative de la personne publique.

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Les évolutions techniques susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects telles que : **évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires.**

Modifications du marché en cours d'exécution

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur peut réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix

Dans ce cas, le calcul s'effectue sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utilisent l'indice le plus proche sur proposition du Titulaire du marché et après l'accord de l'Acheteur.

Le changement d'indice est acté par un certificat administratif, il produit son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et peut donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix. En cas de désaccord, l'article 13.11 « Litiges et contentieux » du présent CCAP est applicable.

- À la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du Titulaire initial

Ce cas est d'application à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire en informe immédiatement l'Acheteur, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, extrait de parution au journal officiel éventuel, décision du tribunal de commerce, PV de décision en assemblée le cas échéant...).

Il apporte la preuve du maintien de ses capacités professionnelles, techniques et financières, notamment par la communication des éléments de présentation de la candidature demandés par l'Acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

L'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent marché s'il estime que la preuve de ces capacités n'est pas apportée ou, le cas échéant, que celles-ci s'avèrent insuffisantes au regard des niveaux de capacité exigés au présent marché.

Cette opération de restructuration ou de reprise du Titulaire initial sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- Cas de fusion des bénéficiaires avec une autre entité ayant une personnalité juridique

Dans l'éventualité où un bénéficiaire fusionne avec une autre entité juridique ayant une personnalité morale qui n'est pas répertoriée parmi les bénéficiaires du marché, et à défaut de dispositions législatives ou réglementaires déterminant les conséquences de cette fusion sur le présent marché, les parties conviennent, dans les trente (30) jours suivant l'information de l'Acheteur, de savoir si le nouveau bénéficiaire résultant de la fusion continuera à bénéficier de l'accord.

Le remplacement de ce bénéficiaire pourra faire l'objet soit d'un ordre de service.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants

Ce cas s'applique à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement).

La modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie de certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière proposée par le Titulaire et signée par tous les membres du groupement.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

- Prestation commandée de manière récurrente dans le cadre d'une prestation sur devis

En cas de récurrence d'une prestation réalisée sur devis, ladite prestation peut être ajoutée au BPU au titre de prix nouveaux. À la demande de l'Acheteur, le Titulaire du marché propose les nouveaux prix à ajouter au BPU.

L'Acheteur se réserve le droit de rejeter ou de négocier toute proposition formulée par le Titulaire. Il ordonne la mise en œuvre du réexamen et le rajout de ces prix nouveaux par ordre de service. Les prix sont réputés définitifs si, dans le délai de trente (30) jours après notification de cet ordre de service, le Titulaire n'a pas présenté de réserve(s).

- Évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Les évolutions techniques susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects telles que : évolutions techniques ou technologiques des outils, évolutions du secteur ou évolutions réglementaires.

11.10. Constatation de l'exécution des prestations

11.10.1. Contrôle

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les opérations de contrôle s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous.

11.10.2. Opérations de vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG-FCS, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Conformément au CCAG de référence, le délai imparti à l'administration pour procéder aux opérations de vérification est fixé à (quinze) 15 jours ouvrés maximum. Au-delà de ce délai, la décision d'admission de l'administration est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les prestations peuvent faire l'objet d'opérations de vérification simplifiées. L'acceptation des factures correspondant aux prestations vaut décision d'admission.

11.10.3. Constatation de l'exécution des prestations

En application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec une réfaction de prix. Elles peuvent également faire l'objet d'un rejet. Toute décision de réfaction ou de rejet doit être motivée, elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Les réflexions et les pénalités applicables sont détaillées à l'article 11.12 du présent CCAP. Les réflexions et pénalités sont en outre cumulables.

11.11. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. Néanmoins, si le Titulaire a proposé dans son offre une durée de garantie supérieure, cette durée est contractualisée dans l'acte d'engagement.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

11.12. Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités peuvent être imputées sur tout bon de commande émis dans le cadre du marché, quel que soit le bon de commande faisant l'objet du manquement.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

11.12.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations indiqués dans le CCTP, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 50€ par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, le Titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Les pénalités sont imputées sur les sommes dues au Titulaire jusqu'à l'apurement du solde ou font l'objet, si nécessité, d'un titre de perception.

Les pénalités ne font pas l'objet d'exonération. Leur montant est plafonné à 25 % du montant de la valeur totale de la prestation réellement commandée. Les pénalités demeurent cumulables avec les réfections ou rejets de prestations.

Le Titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuit, dans les termes de l'article 1148 du code civil, ou de faits engageant la seule responsabilité de la personne publique.

11.12.2. Pénalités liées à la mauvaise exécution / qualité de service et non disponibilité

Pénalités pour sanctionner la mauvaise exécution / qualité de service :

- Le non-respect des modalités d'exécution prévues dans le devis, le bon de commande et l'ordre de service ;
- Le défaut de qualité des prestations (une mauvaise traduction de notion ou la partialité des données mises à disposition notamment) ;
- L'absence de livraison des prestations ;
- Le non-respect des moyens matériels et moyens humains requis ;
- La non-fourniture de documents contractuels (ex : reporting, compte rendu, bilan d'activité) ;
- L'absence de participation aux réunions ;
- L'absence de texte alternatif sur les éléments iconographiques d'un projet ;
- Non-respect de l'obligation de remise d'un document FALC en PDF accessible,
- Des difficultés répétées (supérieures à 5 sur un mois) de moins d'1 heure de l'accès à la solution génération de traductions LSF ou de son fonctionnement (par exemple, traduction non fiable des contenus) ;
- La non intégration ou la non mise à jour de données constitutives des corpus thématiques commandés ;
- Le non-respect de la demande préalable de communication dans le cadre de la clause de propriété intellectuelle.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, le Titulaire subit une pénalité égale à 250 euros par livrable par jour de retard.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la bonne exécution des prestations ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Pénalités pour sanctionner la non disponibilité

Cette pénalité ne concerne que le lot 3, lequel fait mention d'un taux de disponibilité de la Solution mise à disposition.

Le Titulaire donne accès aux informations afférentes au taux de disponibilité du mois précédent. Ce taux de disponibilité est mis à disposition de façon transparente sur une page web, ou transmis à la demande à l'administration.

Une moyenne de ce taux est réalisée chaque semestre civil.

Si le taux moyen de disponibilité semestriel est inférieur à 95%, le Titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- ≤ 95 % : pas de pénalité ;
- $90 < 95$ % : pénalité de 100 euros ;
- $85 < 90$ % : pénalité de 300 euros ;
- $80 < 85$ % : pénalité de 500 euros ;
- < 80 % : pénalité de 1000 euros.

Les pénalités sont appliquées par semestre.

En outre si le Titulaire est redevable plus de deux fois dans une même année civile d'une pénalité à ce titre de 500 euros ou plus, le manquement est considéré comme récurrent et le Titulaire s'expose à une résiliation de plein droit du marché conformément à l'article 13.7 du CCAP.

11.12.3. Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

En cas de manquement du Titulaire à son obligation de prévenir l'Acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % des valeurs maximales indiquées par l'Acheteur dans les documents de la consultation, il est appliqué une pénalité égale à 500 euros dès le constat de cette omission.

11.12.4. Pénalités pour non-respect du reporting

Le Titulaire s'engage à répondre aux demandes de reporting périodiques conformément aux exigences spécifiées par l'Acheteur dans le CCAP et sur la base du tableau de reporting (annexe 2 au CCAP).

Le reporting doit être complet, précis et soumis dans les délais convenus.

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire sera soumis à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ou par reporting incomplet/mal rempli, jusqu'à l'acceptation du tableau de reporting par l'Acheteur.

11.12.5. Pénalités relatives à la sous-traitance

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous dix (10) jours ouvrés dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le Titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues à l'article 3.6.3 du CCAG de référence.

11.12.6. Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes sont appliquées : 100 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD, 100 euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, l'Acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

11.12.7. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de contrôle des coûts de communication

En cas de non-respect des obligations relatives à l'exercice de contrôle des coûts, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'administration restée infructueuse.

11.12.8. Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il est appliqué par heure d'insertion non réalisée une pénalité de 25 euros.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subit une pénalité égale à 50 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'absence du Titulaire lors de réunions spécifiques de mise en œuvre de la clause sociale et le cas échéant aux réunions ultérieures de suivi, le Titulaire subit une pénalité de 200 euros.

Article 12. Régime financier

12.1. Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS)
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi contractuel tel que prévu dans les pièces du marché ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

12.2. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire.

Les prix sont révisables tous les 12 mois à compter du premier jour du mois suivant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,50 + 0,50 \times S/S_o)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P_o = prix d'origine

S = dernier indice INSEE connu trois (3) mois avant la date de la révision.

S_o = dernier indice INSEE connu trois (3) mois avant la date de la notification de l'accord-cadre.

L'indice utilisé est : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 sections J) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565192 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192>

Toutefois, la clause annuelle de révision ne s'applique pas lorsque l'évolution du coefficient de révision des prix est comprise entre 0,98 et 1,02, c'est-à-dire entre - 2 % et + 2 % par rapport au coefficient de l'année précédente.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Il appartient au Titulaire de l'accord-cadre de procéder à la révision des prix. Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur un nouveau bordereau des prix unitaires. Le bordereau des prix révisé doit être transmis à l'Acheteur au plus tard à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix restent inchangés pour la nouvelle période contractuelle.

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai d'un (1) mois emporte acceptation tacite de ce nouveau bordereau. Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pour une durée de douze (12) mois.

12.3. Avance

Sauf refus exprimé par le Titulaire dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois mais inférieure ou égale à douze (12) mois, une avance de 5 % du montant de ce bon de commande est versée au Titulaire, conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

12.4. Modalités financières

12.4.1. Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois (3) mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

12.4.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'ordonnateur est indiqué sur le bon de commande.

Le comptable assignataire des paiements est l'ensemble des comptables assignataires de l'État compétents sur le territoire de la France métropolitaine, Corse incluse, dont les coordonnées sont mentionnées sur les bons de commande.

Les coordonnées des ordonnateurs et des comptables figurent en annexe de l'acte d'engagement.

12.4.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximums pour l'État et ses établissements publics ou cinquante (50) jours maximums pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

12.4.4. Modalités de facturation

Facturation des prestations de l'accord-cadre

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'Acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique et nom du marché) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par l'Acheteur aux torts exclusifs du Titulaire.

Mode de transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

12.5. Service fait présumé

Les prestations objet du présent accord-cadre ne sont pas éligibles à la procédure de service fait présumé.

12.6. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'Acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de :

- Produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant, 12.2.4 « Suivi des consommations de l'accord-cadre » du présent CCAP ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'Acheteur, dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de cette demande ;
- Alerter l'Acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'Acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

12.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'Acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'Acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le Titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'Acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'Acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du Titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'Acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'Acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 13. Dispositions diverses

13.1. Échanges dématérialisés

L'Acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil Acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique et selon les modalités suivantes :

- Pour les communications avec le SIG, à l'adresse : sig-marches@pm.gouv.fr
- Pour les autres entités bénéficiaires, à l'adresse précisée par le coordinateur du marché lors de la réunion de déploiement au niveau de l'entité bénéficiaire.

13.2. Analyse et contrôle de coûts du marché

A discrétion, l'administration peut soumettre l'exécution des prestations à un contrôle des coûts par le Titulaire du marché de contrôle de coûts de communication.

En conséquence, le Titulaire du présent marché a l'obligation de faire diligence et de faciliter la vérification de l'exécution des prestations, sur pièces et sur place, par le Titulaire du marché de contrôle de coûts.

Les modalités de réalisation du contrôle des coûts et les documents à fournir au Titulaire du marché de contrôle de coûts sont communiqués au Titulaire du présent marché.

13.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt et un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le Titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'Acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le Titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'Acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'Acheteur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4. Propriété intellectuelle

L'Acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage à obtenir une autorisation préalable de la part de l'Acheteur avant de publier tout contenu relatif à l'attribution du marché et aux prestations réalisées dans le cadre du marché sur ses propres supports de communication extérieur (newsletter, sites internet, réseaux sociaux, communiqués de presse, etc.).

En cas d'absence de réponse de la part de l'Acheteur dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la demande d'autorisation, ladite demande est considérée comme refusée.

13.5. Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'Acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

13.6. Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (changement de RIB, etc.).

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Acheteur.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> ou sur la boîte fonctionnelle de l'Acheteur sig-marches@pm.gouv.fr pour le SIG) selon ce dont ils disposent et qui aura été communiqué lors du déploiement du marché. Cette disposition peut évoluer en cours d'exécution du marché.

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire fournit, si l'Acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.7. Résiliation

L'Acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire s'il s'avère en cours d'exécution que le Titulaire ne remplit pas les exigences de conformité pour lesquelles il s'est engagé dans son offre.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du Titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

13.8. Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le cas échéant, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.9. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du Titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

13.9.1. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du Titulaire

Si le Titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du Titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'Acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du Titulaire, l'Acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le Titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. À ce titre, toute justification permettant à l'Acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le Titulaire. Le Titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

13.9.2. Suspension à l'initiative de l'Acheteur

Si l'Acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'Acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le Titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du Titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le Titulaire pendant la période de suspension.

13.9.3. Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'Acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'Acheteur qui en informe le Titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

13.9.4. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'Acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre ou le cas échéant du lot concerné, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

13.9.5. Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'Acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du Titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le Titulaire adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le Titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le Titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des Titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le Titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du Titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'Acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du Titulaire.

13.9.6. Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (Cf. article 13.11 « Échanges dématérialisés »).

13.10. Différends

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les Acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.11. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français. Les correspondances relatives de l'accord-cadre sont rédigées en français.

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
Tél : + 33 1 44 59 44 00 / Fax : + 33 1 44 59 46 46

Article 14. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du CCAP	Articles du CCAG	Objet de la dérogation
12.1.2	3.4.1	Représentation du titulaire
12.2.3	3.7	Émission et exécution des bons de commande
12.9	25	Clause de réexamen
12.10.1	29	Contrôle et opérations de vérification
12.10.2	29	Opérations de vérification
12.12.1	14	Pénalités de retard
14.7	42	Résiliation

En cas de stipulations contradictoires, les clauses du présent CCAP prévalent sur celles du CCAG-FCS

Article 15. Liste des annexes du CCAP

- Annexe 1** Glossaire ;
- Annexe 2** Reporting des consommations ;
- Annexe 3** RGPD ;
- Annexe 4** Confidentialité et sécurité des données ;
- Annexe 5** Interdiction d’attribuer ou d’exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie ;
- Annexe 6** Liste des entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre (SPM) ;
- Annexe 7** Questionnaire relative aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.